

La FGTB wallonne s'attaque au gouvernement Magnette !

Courrier au picrate de Thierry Bodson sur l'austérité budgétaire annoncée en Wallonie. Avec menace de mouvements sociaux à la clé

Déductibilité fiscale rabotée pour les titres-service, gel des recrutements, aides au logement diminuées... La Wallonie s'apprête à son tour à frapper fort. Mais la FGTB la met en garde. Et menace...

On trouvait la FGTB trop concentrée sur l'austérité fédérale ? Qu'elle oubliât de se pencher sur celle occupée à se mettre en place au sud du pays ? Thierry Bodson démontre tout l'inverse. Et très sèchement. Dans un courrier au picrate envoyé ce lundi à Paul Magnette et dont Sudpresse a obtenu copie, le patron de la FGTB wallonne descend en flammes les projets budgétaires que la coalition PS-cdH est occupée à préparer. Et menace de les ponctuer d'une grogne sociale équivalente à celle que subit le fédéral si la copie n'est pas modifiée.

Le ton de ce courrier est rude, et très inhabituel entre le syndicat et celui qui est censé être son premier relais politique. Car Thierry Bodson prévient sans détour le ministre-président du gouvernement wallon : si ces projets se confirment comme prévu fin du mois « la FGTB wallonne ne fera pas l'économie d'une réaction à la hauteur de ce qui pourrait être décidé ». En clair : les mouvements sociaux pourraient bientôt ne plus concerner que le seul gouvernement de Charles Michel !

« DÉCISIONS DOULOUREUSES »

Dans cette missive de deux pages, Thierry Bodson regrette



Monsieur Paul Magnette
Ministre-Président du Gouvernement wallon
Rue Mary 25-27
5100 Jambes

Bruxelles, le 17 novembre 2014

Monsieur le Ministre-Président,
Cher Paul,

■ Perspectives budgétaires de la Wallonie

Réunie en Bureau ce jeudi 13 novembre, l'Interrégionale wallonne de la FGTB tient à se faire part de ses préoccupations et interrogations concernant les perspectives budgétaires wallonnes pour 2015.

Pour la FGTB wallonne, le Gouvernement wallon semble confondre secret et discrétion. En effet, nous sommes étonnés qu'il faille attendre la fin du mois de novembre pour, enfin, connaître les mesures d'économies qui risquent d'être décidées en regard de ces perspectives budgétaires.

Nos inquiétudes face à cette situation se concentrent principalement sur 4 axes :

1. Concertation sociale

Il serait regrettable d'être confrontés, fin novembre, à des décisions budgétaires très faible marge de négociation et de concertation et créant, de fait, une situation comparable à celle vécue par les interlocuteurs sociaux au niveau fédéral.

Le Bureau de l'Interrégionale wallonne de la FGTB estime que le Gouvernement wallon risque de mettre en péril la concertation sociale wallonne qui, pour être efficace, doit être mise en place le plus en amont possible. Cette situation soulève nos inquiétudes les plus vives concernant les prises de décisions futures liées au transfert de compétences et la nécessaire concertation qui doit être mise en place à cet effet.

2. Emploi et services

Du peu d'informations en notre possession, il apparaît que les services publics et le secteur non-marchand risquent d'être les premières victimes de décisions budgétaires douloureuses.

■ Interrégionale wallonne de la FGTB : www.fgtb-wallonne.be
Avenue de la Liberté 22 - B-1050 Bruxelles - Tél : +32 (0)2 509 82 10 - Fax : +32 (0)2 507 98 24

que « le gouvernement wallon semble confondre secret et discrétion » dans l'accouchement de ses mesures budgétaires. Cela laisserait « une très faible marge de négociation et de concertation », créant une situation « comparable au niveau fédéral ». Cela « risque de mettre en péril la concertation sociale wallonne », qui provoque à la FGTB « les inquiétudes les plus vives » pour la concertation liée aux transferts de compétence à venir.

Qui plus est, Bodson et les siens craignent que « les services publics et le non-marchand » soient « les premières victimes » de ces « décisions budgétaires douloureuses ».

« La FGTB wallonne ne fera pas l'économie d'une réaction à la hauteur de ce qui pourrait être décidé » quelle il ne se reconnaît plus.

« Le gouvernement wallon accepte d'emblée un cadre budgétaire insoutenable » « Nous tenons à te rappeler », lui dit-il, que l'« autonomie fiscale de la Région est accrue ». Or, « le gouvernement n'a fait aucune proposition concrète » en la matière alors que

« Cet effort aura des conséquences désastreuses sur des politiques sociales liées à l'accueil de l'enfance et des personnes âgées » c'est « une occasion de collecter des moyens supplémentaires » et « une opportunité de corriger une fiscalité fédérale insuffisamment progressive et solidaire »

« Le gouvernement risque de mettre en péril la concertation sociale wallonne » Traduisez la Wallonie pour bien

« L'autonomie fiscale de la Région est accrue et le gouvernement wallon n'a fait aucune proposition concrète »

si elle le voulait, rectifier la politique fiscale du gouvernement Michel mais elle n'a pas le courage de le faire !

Bref la FGTB wallonne denonce « un cadre budgétaire insoutenable » et refuse de s'inscrire dans ce carcan

En prévenant, donc qu'une riposte sociale sera organisée si Paul Magnette ne corrige pas ses projets d'ici à leur présentation officielle la semaine prochaine ■

CHRISTIAN CARPENTIER

Car « la qualité des services rendus à la population seront diminués drastiquement » et l'« emploi de ces secteurs sera menacé ».

« CONSÉQUENCES DÉASTREUSES »

L'impact des mesures annoncées sera aussi « particulièrement néfaste sur l'activité des entreprises » liées aux investissements gelés, avec « des conséquences désastreuses, économiquement et socialement, sur des politiques sociales liées, par exemple, à l'accueil de l'enfance et des personnes âgées ».

Et Thierry Bodson enfonce le clou, en tutoyant son interlocuteur, comme pour mieux faire ressortir une politique de gauche dans la

INTERVIEW

« Le gouvernement wallon fait la même chose que le fédéral ! »

Le ton du courrier de Thierry Bodson à Paul Magnette est très dur. Le patron de la FGTB wallonne ne s'en cache pas. « Oui, ce courrier est rude, en effet. Mais le gouvernement wallon veut réaliser 1,1 milliard d'économies en quatre ans sur un budget d'environ 12 milliards », décortique-t-il. « C'est important ! Et c'est d'une ampleur relativement proche de ce qui se fait au fédéral ! »

À ce point ?

Oui, et sur ce 1,1 milliard, 650 millions – soit 60 % – le seraient rien que sur l'année 2015 ! Cela pose question. D'autant que quand on voit déjà les décisions qui tombent sur ces 650 millions, cela risque d'être pire et de faire très très mal sur les 550 millions restants ! »

Concrètement, que reprenez-vous ?

« Ils prévoient notamment 310 millions de baisse des dépenses, dont 90 millions dans des subventions. On sait très bien ce que

cela cache : ce sont les écoles de devoirs ou les maisons de quartier qui vont en pâtir, soit tout ce qui fait le tissu social. Le pire, c'est que, comme au fédéral, nous ne sommes même pas concertés ! Que restera-t-il encore à négocier, alors ? »

Cela changerait quoi de le faire ?

« Prenez les titres-service. Ils veulent diminuer leur déductibilité fiscale de 2/3. Or, il y a en Wallonie un organe prévu pour discuter de ces choses. Si on nous y avait donné la parole, nous aurions insisté pour qu'on maintienne une déductibilité attrayante pour l'utilisateur moyen, et qu'elle soit supprimée pour l'utilisateur riche. »

Quels seront les secteurs les plus touchés ?

« Le non-marchand et la fonction publique, à ce stade. On veut par exemple ne plus remplacer qu'un fonctionnaire sur cinq pendant deux ans, alors que des services sont déjà quasiment vides, avec des gens en burn out. Parce que cela fait déjà des années qu'on ne remplace plus qu'un fonctionnaire sur deux. C'est intenable ! »

Y a-t-il des alternatives ? Faut-il reporter l'effort

au-delà de 2018 ?

« La Wallonie reportant seule l'échéance de 2018, cela me semble compliqué. Mais des alternatives existent, bien entendu. La Wallonie a une autonomie fiscale et elle ne veut rien en faire alors qu'elle pourrait y trouver des recettes mais aussi corriger le tir des injustices prévues par le fédéral. Et puis ne pas avoir d'administration wallonne de la fiscalité, cela entraîne un manque à gagner dans l'enrôlement, c'est clair. »

Des mouvements sociaux sont-ils à craindre ?

« Très clairement, j'ai reçu un mandat de mes instances. Les réactions à ces mesures, qui me semblent déjà inévitables, ne seront pas sectorielles. C'est l'ensemble des secteurs qui y répondront. Il est trop tôt pour détailler ce que ce sera. Mais le message est clair, me semble-t-il. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CH. C.

MARC GOBLET (FGTB FÉDÉRALE)

« Charles Michel est occupé à jouer un jeu de dupes ! »

Au fédéral aussi, le combat se poursuit. Et c'est peu dire que Marc Goblet a avalé son café de travers, en découvrant ce samedi l'interview du Premier ministre dans Sudpresse.

Dans l'entretien qu'il nous accorde, le nouveau patron de la FGTB fédérale met Charles Michel en garde : s'il tente de ne pas tenir compte de l'avis des travailleurs, il pourrait lui en cuire.

« Charles Michel vous déclarait ce samedi que si nous n'acceptons pas de négocier, il prendra ses responsabilités », note Marc Goblet. « Mais dans les faits, ils ont déjà commencé à essayer de passer en force ! Nous recevons des demandes d'avis au sein des comités de gestion de l'Office national des pensions ou de l'Onem sur des mesures que nous rejetons mais qui ont déjà fait l'objet de premières décisions au sein du conseil des ministres ! »

Et le secrétaire général de la FGTB ne mâche dès lors pas ses mots : « Ce à quoi Charles Michel appelle, c'est à une concertation de dupes ! Ils n'attendent même pas qu'elle ait eu lieu pour décider ! Si le Premier ministre trouve vraiment qu'une grève ne produit rien de positif et qu'il veut l'éviter comme il le dit, qu'il nous en donne alors le signal en répondant à nos requêtes ! Or, actuellement, ils font comme s'ils ne nous écoutaient pas, en ne faisant rien de ce qu'on leur demande ! »

« INQUIÉTUDE DÉMOCRATIQUE »

« Je nourris une véritable inquiétude démocratique », ramasse M. Goblet. « Ce gouvernement est-il donc décidé à ne pas tenir compte des 120.000 personnes qui viennent de descendre dans la rue, une première depuis trente ans ? Ce serait heurtant ! Car, désolé, mais faire seul un saut d'index, revoir la progression salariale actuelle en barèmes ou s'attaquer aux prépensions, c'est vider de sa substance la concertation sociale dans ce pays ! »

« On ne se laissera pas prendre dans le piège du passage en force ! D'ailleurs, on s'y attend : ils vont laisser passer la grève générale du 15 décembre puis ils vont tout faire passer en catimini au Parlement dans une loi-programme fourre-tout. Mais qu'ils sachent qu'on ne se laissera pas faire ! »

« Notre plan d'actions pourrait très bien se prolonger au-delà de la mi-décembre, et reprendre à la rentrée ! Et pas question de valider un saut d'index en échange d'une taxation accrue sur le capital, ce ne sont pas les

mêmes choses. C'est clair qu'il faut agir sur ce dernier volet. Les dividendes reversés aux actionnaires étaient de 40 milliards d'euros en 2005. En 2013, ils étaient de 55 milliards, malgré la crise ! Il faut agir ! On ne restera pas les bras croisés ! » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTIAN CARPENTIER